



GRETA : tout ça pour ça !

lundi 27 mars 2017, par [Bariaud](#)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mél : ussein@ferc.cgt.fr - Site : www.ussein.cgt.fr

Contact Presse : Catherine Prinz - 06 85 27 39 17

GRETA : tout ça pour ça !

Depuis 4 ans, le ministère et les organisations syndicales discutent du sort des GRETA et de leurs personnels.

Considérée au début comme une victoire, suite à la mobilisation de février 2012, la réinscription de la mission de formation continue dans le code de l'Éducation rétablissait les GRETA au sein de l'Éducation nationale et suscitait l'espoir de tous les personnels.

Ceux-celles-ci attendaient surtout une nette amélioration de leurs conditions de travail très dégradées du fait du modèle économique des GRETA soumis au régime concurrentiel des marchés publics et privés de la formation pour adultes.

Les discussions, menées dans le cadre de la rénovation des métiers, ici le GT15, se sont très vite limitées aux personnels spécifiques aux GRETA. Elles avaient pour principal objectif de fixer un cadre national permettant, enfin, un traitement identique pour tous et toutes sur l'ensemble du territoire. La concurrence, l'autonomie des GRETA et le flou juridique font des personnels les variables d'ajustement des marchés et génèrent une très grande souffrance pour la majorité d'entre eux dont 93 % sont contractuel-les.

En ne publiant pas l'ensemble des textes avant la fin de la mandature, le gouvernement renie ses engagements vis-à-vis des personnels. Les dérives perdureront et avec elles la souffrance des Personnels. Alors que par ailleurs, le ministère affirme vouloir mettre sur un pied d'égalité non-titulaires et titulaires, il maintient de graves inégalités pour les intervenant-es : alors qu'ils-elles font le même travail, leurs obligations de service resteront supérieures à celles des titulaires.

La CGT Éduc'Action appelle l'ensemble des personnels GRETA à la plus grande vigilance sur le terrain et continuera de revendiquer un véritable statut pour ces personnels et un plan de titularisation. Avec la FERC-CGT elle milite toujours pour la sortie de la formation du cadre marchand et pour un grand service public d'Éducation et de Formation.

Montreuil, le 23 mars 2017

Depuis 4 ans, le ministère et les organisations syndicales discutent du sort des GRETA et de leurs personnels.

Considérée au début comme une victoire, suite à la mobilisation de février 2012, la réinscription de la mission de formation continue dans le code de l'Éducation rétablissait les GRETA au sein de l'Éducation nationale et suscitait l'espoir de tous les personnels.

Ceux-celles-ci attendaient surtout une nette amélioration de leurs conditions de travail très dégradées du fait du modèle économique des GRETA soumis au régime concurrentiel des marchés publics et privés de la formation pour adultes.

Les discussions, menées dans le cadre de la rénovation des métiers, ici le GT15, se sont très vite limitées aux personnels spécifiques aux GRETA. Elles avaient pour principal objectif de fixer un cadre national permettant, enfin, un traitement identique pour tous et toutes sur l'ensemble du territoire. La concurrence, l'autonomie des GRETA et le flou juridique font des personnels les variables d'ajustement des marchés et génèrent une très grande souffrance pour la majorité d'entre eux dont 93 % sont contractuel-les.

En ne publiant pas l'ensemble des textes avant la fin de la mandature, le gouvernement renie ses engagements vis-à-vis des personnels. Les dérives perdureront et avec elles la souffrance des Personnels. Alors que par ailleurs, le ministère affirme vouloir mettre sur un pied d'égalité non-titulaires et titulaires,

il maintient de graves inégalités pour les intervenant-es : alors qu'ils-elles font le même travail, leurs obligations de service resteront supérieures à celles des titulaires.

La CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels GRETA à la plus grande vigilance sur le terrain et continuera de revendiquer un véritable statut pour ces personnels et un plan de titularisation. Avec la FERC-CGT elle milite toujours pour la sortie de la formation du cadre marchand et pour un grand service public d'Éducation et de Formation.

Montreuil, le 23 mars 2017